



---

**COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION**

---

9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3 - Courriel : [allaire.luc@lacsq.org](mailto:allaire.luc@lacsq.org) - Tél. : + 1 514 356 8888

46, avenue d'Ivry, 75647 Paris CEDEX 13, France - Courriel : [president@csfef.org](mailto:president@csfef.org) - Tél. : +33 1 40 63 28 32

---

Site internet : [www.csfef.org](http://www.csfef.org)

---

**Déclaration du Comité syndical francophone de l'Éducation et de la formation à  
l'occasion de la journée internationale de la francophonie  
20 mars 2021**

**UNE FRANCOPHONIE EN ACTIONS POUR  
LA PAIX, LA DÉMOCRATIE,  
LES DROITS ET LES LIBERTÉS**

En ce jour qui réunit les francophones du monde entier autour de valeurs communes, le Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF) a décidé de mettre l'accent sur la démocratie et les libertés. En effet nombre de déclarations et de publications de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) mentionnent ces principes essentiels dans la construction de l'espace francophone.

Ainsi, lors de la 46<sup>e</sup> session des droits de l'Homme des Nations-Unies, le 22 février dernier, la secrétaire générale de l'OIF Louise Mushikiwabo déclarait : « *La francophonie est fortement engagée dans la promotion des droits et des libertés. Nous tenons ce mandat de la volonté des États membres qui ont adopté en novembre 2000 la déclaration de Bamako* ». Elle ajoutait également que si des progrès avaient pu être enregistrés, « *nous devons collectivement reconnaître que le combat pour les droits humains et les libertés fondamentales demeurent d'une pressante actualité.* »

L'OIF soutient la société civile, à travers notamment les 84 OING et 43 ONG accréditées, et la conférence des OING dispose d'une commission *paix, démocratie et droits de l'Homme*, dont fait partie le CSFEF.

Le CSFEF a voulu constater sur le terrain la réalité de l'application de tous ces principes auxquels les États membres ont adhéré en rejoignant l'OIF. Les témoignages recueillis auprès de syndicalistes de l'éducation, militants et militantes des droits Humains sont édifiants.

A Djibouti, la liberté d'expression est un combat permanent, il en est de même de tous les droits fondamentaux. Les pouvoirs publics ne tolèrent aucun syndicat, aucune opposition. Chaque jour, nous rapporte la ligue Djiboutienne des droits de l'homme avec des exemples précis, il y a des arrestations arbitraires, des emprisonnements pour avoir exprimé une opinion qui déplait au gouvernement.

La situation en Haïti est dramatique, le gouvernement agit par la terreur en soutenant des gangs armés qui attaquent notamment les organisations syndicales. Les opposants au régime ou les simples citoyens soupçonnés de les soutenir sont attaqués chez eux et

dépouillés de leurs biens. De grandes manifestations populaires dénoncent la corruption qui détourne l'argent public, notamment celui dédié à l'éducation.

En République Centrafricaine, la majorité du pays n'est pas contrôlé par l'Etat central, la rébellion prolifère face à un régime usé qui est soutenu par des puissances étrangères, dont la France. Les riches ressources minières du pays ne profitent nullement à la population.

Au Sénégal, pays pourtant réputé stable, des manifestations visant à réclamer plus de démocratie dans le processus électoral ont été réprimées violemment. Des enseignants, soupçonnés de pousser leurs élèves dans la rue ont été arrêtés, dans leur école, dans leur classe. La société civile a réagi en dénonçant ces fausses accusations et appelé à la libération des personnes injustement emprisonnées.

Au Niger, les élections ont eu lieu récemment mais les tensions sont encore vives, il y a des enlèvements, des meurtres ethniques. Le président de la République est soutenu par la communauté internationale alors que la société civile nigérienne dénonce les arrestations arbitraires et l'emprisonnement de dirigeants de l'opposition.

La population du Tchad se sent oubliée, pourtant il s'y passe des choses graves. Des centaines de personnes ont été arrêtées pendant la période électorale, un candidat de l'opposition a été violemment interpellé par la police chez lui sous prétexte de « diffamation envers la femme du président », sa mère a été tuée. D'autres personnes ont alors retiré leur candidature à l'élection présidentielle. Le président actuel brigue un sixième mandat alors que la Constitution limite à deux, au détriment de la population. Le système scolaire est défaillant car les enseignants subissent des baisses de salaire. Les étudiants fuient le pays pour aller étudier au Cameroun. C'est un vrai gâchis.

Ces quelques témoignages ne sont malheureusement pas exhaustifs. Ils s'accompagnent d'une demande pressante auprès de l'OIF et des pays influents comme la France, de cesser de soutenir les régimes discrédités auprès de leur population.

Le CSFEF exhorte l'OIF à travailler davantage pour, comme elle l'écrit elle-même dans son document sur la démocratie, « *enraciner les droits et les libertés, promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, protéger les acteurs de la démocratie et des droits de l'Homme* ». L'OIF dispose d'un outil, la déclaration de Bamako signée en novembre 2000 qui constitue un engagement fort des États. À chaque manquement grave aux principes démocratiques, l'OIF est fondée à intervenir et surtout elle doit appuyer et défendre les hommes et les femmes qui luttent dans leur pays pour que les engagements démocratiques soient tenus.

Nos collègues sont intervenus en français, cette belle langue qui nous rassemble, qui permet de partager solidairement nos difficultés et nos espoirs au-delà des frontières. C'est un appel à la solidarité et à l'action qui est lancé en cette Journée internationale de la Francophonie et nous espérons tous et toutes qu'il sera suivi d'effets.